

**Convention collective**

IDCC : 8435. – **COOPÉRATIVES FRUITIÈRES**  
**(AIN, DOUBS ET JURA)**  
**(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,  
*Journal officiel* du 24 février 2002)

**AVENANT N° 9 DU 11 SEPTEMBRE 2007**

NOR : *AGRS0897036M*  
IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;  
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;  
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura,

D'une part, et

L'UNSA agriculture, agroalimentaire ;  
L'union régionale CFTC de Franche-Comté ;  
L'union régionale CFE-CGC de Franche-Comté ;  
L'union départementale CFTC de l'Ain ;  
L'union départementale CFE-CGC de l'Ain,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 8 de l'annexe n° I « Conditions particulières d'emploi, de travail et de rémunération des maîtres-fromagers et fromagers » est rédigé comme suit :

« Les dispositions légales relatives à la durée du travail s'appliquent aux maîtres-fromagers et fromagers, hormis ceux dont le contrat de travail leur confère le statut de cadre dirigeant. »

## **Article 2**

L'article 12, premier paragraphe de l'annexe I « Conditions particulières d'emploi, de travail et de rémunération des maîtres-fromagers et fromagers », est rédigé comme suit :

« La rémunération des maîtres-fromagers et fromagers, au forfait, pourra être fixée selon l'une des modalités suivantes, le salaire correspondant devant inclure obligatoirement le paiement des heures de travail conformément au salaire minimum conventionnel ainsi que les majorations légales dues au titre des heures supplémentaires :

Modalité n° 1 :

La rémunération sera uniquement constituée d'un salaire fixe.

Modalité n° 2 :

La rémunération sera composée de deux éléments :

- une part fixe ;
- une part variable.

Modalité n° 3 :

La rémunération sera uniquement composée d'un pourcentage.

La vérification du nombre d'heures effectuées pourra être opérée une fois par an pour tenir compte de la variabilité de l'activité selon les saisons. »

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 11 septembre 2007.

(Suivent les signatures.)